



© DCNS

**AVEC LE RETOUR DE LULA À LA TÊTE DU BRÉSIL :  
COMMENT REPENSER LE PARTENARIAT STRATÉGIQUE  
EN MATIÈRE DE DÉFENSE ?**

**MM. Gaspard ESTRADA & Kevin MARTIN**

**AVRIL 2023**

*L'Observatoire stratégique de l'Amérique latine du Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po, codirigé par MM. Olivier DABÈNE et Gaspard ESTRADA, a pour objectif d'analyser les recompositions stratégiques de la région, et notamment de se pencher sur les principaux enjeux, pour la France, en matière de défense et de sécurité.*

*Trois axes de travail guident les travaux de l'Observatoire : la rivalité stratégique sino-américaine, ainsi que l'action d'autres puissances en Amérique latine (Russie, Turquie, Iran, etc.) ; les tensions sécuritaires à l'œuvre et les faits générateurs de vulnérabilités ; la place de l'Amérique latine dans les grands équilibres internationaux.*

*Grâce à la production de travaux d'analyse, et la tenue de séminaires et de tables rondes, l'Observatoire a l'ambition de faire émerger un pôle de recherche et d'expertise français sur les questions stratégiques en Amérique latine.*

*Ainsi, cet Observatoire contribue à mieux saisir, dans toute sa complexité, les réalités d'une Amérique latine en pleine mutation.*

*Cet Observatoire bénéficie du soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées, et plus particulièrement des chargés de mission Amérique latine et Caraïbe, Mme Victoria VOLAT et M. Valentin AVENTINO.*

## **Résumé**

*Le président Lula souhaite faire de l'international un marqueur de son troisième mandat. Néanmoins, l'activisme diplomatique du nouveau chef de l'État brésilien évoluera dans un cadre bien différent de celui qui régissait les relations internationales il y a 12 ans, mettant en lumière les tensions et limites de la politique étrangère et de défense brésilienne. Sur le plan intérieur, la proximité d'une partie de la hiérarchie militaire avec le gouvernement Bolsonaro va se traduire par une perte d'influence des forces armées dans les schémas de prise de décision du nouveau gouvernement.*

*Alors que le gouvernement Bolsonaro avait entamé un rapprochement avec les États-Unis, la nouvelle administration souhaite revenir aux fondamentaux de la politique étrangère et de défense brésilienne, à savoir une défense du multilatéralisme onusien strict (contraire aux sanctions hors Conseil de sécurité) et une volonté d'acquérir une Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD) par le biais d'une diversification des partenariats politiques. Ainsi, outre la réticence à s'impliquer dans la guerre en Ukraine au-delà de la constatation publique de l'invasion russe, il est peu probable que le Brésil se réinvestisse dans une opération de maintien de la paix en Haïti ou en Afrique.*

*Toutefois, le retour au pouvoir de Lula à la tête du Brésil présente certaines opportunités pour la France sur le plan de la coopération de sécurité et défense, notamment sur les questions de sécurité environnementale et maritime, de lutte contre le crime organisé, et de poursuite du partenariat stratégique en matière d'équipements militaires.*

---

## **Abstract**

*President Lula wants to make international affairs a hallmark of his third term. Nevertheless, the diplomatic activism of Brazil's new head of state will evolve in a framework that is very different from the one that governed international relations 12 years ago, highlighting the tensions and limitations of Brazilian foreign and defence policy. Regarding home affairs, the proximity of part of the military hierarchy to the Bolsonaro government will result in a loss of influence of the armed forces in the decision-making patterns of the new government.*

*While the Bolsonaro government had begun a rapprochement with the United States, the new administration wishes to return to the fundamentals of Brazilian foreign and defence policy, namely a defence of strict UN multilateralism (opposed to sanctions outside the Security Council) and a will to acquire a Defence Industrial and Technological Base (DITB) through a diversification of political partnerships. Thus, in addition to the reluctance to get involved in the war in Ukraine beyond a public acknowledgement of the Russian invasion, it is unlikely that Brazil will reinvest in a peacekeeping operation in Haiti or Africa.*

*However, Lula's return to power at the head of Brazil offers certain opportunities for France in terms of security and defense cooperation, particularly on issues of environmental and maritime security, the fight against organized crime, and the continuation of the strategic partnership in military equipment.*

---

## **Resumo**

*O Presidente Lula quer fazer dos assuntos internacionais uma marca registrada de seu terceiro mandato. No entanto, o ativismo diplomático do novo Chefe de Estado brasileiro evoluirá em um quadro muito diferente daquele que regia as relações internacionais há 12 anos, destacando as tensões e os limites da política externa e de defesa brasileira. Internamente, a proximidade de parte da hierarquia militar com o governo Bolsonaro significará que as Forças Armadas perderão influência nos padrões de tomada de decisão do novo governo.*

*Enquanto o governo Bolsonaro iniciou uma aproximação com os Estados Unidos, o novo governo deseja voltar aos fundamentos da política externa e de defesa brasileira, ou seja, uma defesa do estrito multilateralismo da ONU (ao contrário das sanções fora do Conselho de Segurança) e um desejo de adquirir uma Base Industrial e Tecnológica de Defesa através de uma diversificação de parcerias políticas. Assim, além da relutância em se envolver na guerra na Ucrânia, além do reconhecimento público da invasão russa, é pouco provável que o Brasil reinvesta em uma operação de manutenção da paz no Haiti ou na África.*

*Entretanto, a volta de Lula ao poder à frente do Brasil apresenta certas oportunidades para a França em termos de cooperação de segurança e defesa, notadamente em questões de segurança ambiental e marítima, a luta contra o crime organizado e a continuação da parceria estratégica em termos de equipamentos militares.*

# 1. LES NOUVEAUX AXES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE DÉFENSE DU BRÉSIL

## 1.1. Analyse des nouveaux axes de politique étrangère du gouvernement Lula 3

Le président brésilien souhaite **faire de l'international un marqueur de son troisième mandat**. En ce sens, l'**activisme de la diplomatie présidentielle** prévue pour le premier semestre 2023<sup>1</sup> qui fait suite à une cérémonie d'investiture record sur le plan des délégations de haut niveau<sup>2</sup> reçues à Brasilia et à l'accueil de nombreux dirigeants internationaux depuis lors<sup>3</sup>, est le reflet de cette ambition retrouvée **après des années d'isolement international**, fortement aggravée durant la présidence de Jair Bolsonaro.

Lula entend **renouer avec les traditions de la diplomatie brésilienne**. Brasilia a pour ambition de **défendre le multilatéralisme et la coopération internationale**, alors que le pays se prépare à être l'hôte du sommet du G-20 en 2024. Sur le plan bilatéral, le Brésil veut **restaurer le dialogue politique de haut niveau avec ses partenaires traditionnels**, à savoir les **États-Unis**, les pays de l'**Union européenne (UE)** et les institutions communautaires, la **Chine** et les pays émergents, notamment en Afrique et en Asie. En Amérique latine, cela passe par l', tels que la Communauté d'États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), l'Union des Nations d'Amérique du Sud (UNASUR) et le Marché Commun des pays d'Amérique du Sud (MERCOSUR), parallèlement à l'**approfondissement des relations bilatérales avec la plupart des pays sud-américains**, notamment l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, la Colombie et le Chili. Si Lula a fait le choix de se déplacer à Mexico en 2021, afin de marquer son souhait de construire une relation personnelle avec le Président Andrés Manuel López Obrador, la volonté d'inclure ce pays dans les priorités de l'Itamaraty (le ministère brésilien des Affaires étrangères) reste une inconnue.

D'autre part, Lula souhaite **réengager son pays dans une dynamique de partenariats Sud – Sud**, notamment par le biais de la **participation du Brésil dans les BRICS** (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), ainsi que de la relance du forum IBAS (Inde, Brésil, Afrique du Sud), tout en affichant sa volonté **de promouvoir une refonte de la gouvernance des organisations internationales**, notamment du Conseil de sécurité des Nations Unies et du Fonds Monétaire International.

### ***La politique étrangère de Lula 3, face à un environnement régional et global bouleversé par la guerre en Ukraine et par la rivalité stratégique sino-américaine***

Néanmoins, **les ambitions réformatrices de Brasilia concernant l'ordre international** seront mises à l'épreuve par **la guerre en Ukraine**, les évolutions de **la rivalité stratégique sino-américaine**, et **les transformations du Sud global** depuis la fin de la deuxième présidence Lula, en 2011. Alors que l'insertion internationale du Brésil s'est historiquement basée sur **la défense du multilatéralisme onusien**, l'invasion de l'Ukraine par la Russie met cette politique face à ses **contradictions**. Certes, le Brésil a condamné la violation du droit international par la Russie, et par conséquent, l'invasion russe, lors de votes ayant eu lieu à l'Assemblée générale des Nations Unies en 2022 et en 2023. Toutefois, **la diplomatie brésilienne a refusé de s'associer aux initiatives des États-Unis et de l'Union européenne visant à exclure la Russie des agences spécialisées de l'ONU à l'automne 2022**. De manière plus générale, **le Brésil refuse d'appliquer les sanctions décidées par les pays du G7**, au motif qu'elles n'auraient pas été décidées dans le cadre du Conseil de sécurité. Certaines capitales européennes avaient espéré que le retour du Président Lula au pouvoir se traduise par une évolution des positions diplomatiques du Brésil. Néanmoins, malgré une évolution sémantique récente en faveur des orientations occidentales – notamment, lors du déplacement du Président Lula à Washington début février<sup>4</sup>, **il est peu probable que le Brésil adhère aux mécanismes de sanctions mis en œuvre par les États-Unis, l'UE et la plupart des pays occidentaux**. De même, le **Président Lula a refusé publiquement de livrer des armes à l'Ukraine**.

<sup>1</sup> Sont prévus déplacements vers l'Argentine et l'Uruguay en janvier, puis à Washington en février, en attendant la Chine en mars, puis le Portugal et l'Espagne en avril, avant un voyage au Japon dans le cadre du G-7, au Royaume-Uni, en mai, et une séquence africaine (São Tomé, Sénégal, Angola et Mozambique) en juillet, dans la foulée d'un sommet de la Communauté de Pays de Langue Portugaise (CPLP).

<sup>2</sup> Selon le ministère des Affaires étrangères du Brésil, 57 délégations étrangères étaient de « haut niveau », à savoir représentées à un niveau ministériel ou équivalent, ce qui constitue un record pour une cérémonie ayant lieu un premier janvier.

<sup>3</sup> Ont déjà réalisé une visite officielle à Brasilia depuis l'investiture du président Lula : le Chancelier allemand Olaf Scholz en janvier, la Ministre Catherine Colonna en février ; en attendant le Ministre des Affaires étrangères russe Serguei Lavrov en avril.

<sup>4</sup> Nous pensons en particulier, au communiqué conjoint des présidents Biden et Lula : [Joint Statement Following the Meeting Between President Biden and President Lula - The White House](#)

Par ailleurs, **les vellétés brésiliennes de transformation de l'ordre international risquent de se confronter à la nouvelle donne géopolitique des pays du Sud**. La place de la **Chine** dans le monde a considérablement évolué depuis la fin du deuxième mandat de Lula, en 2011, de même que les ambitions de ses dirigeants, y compris en matière de sécurité et de défense. Alors que le président brésilien souhaite faire de son prochain déplacement à Pékin un grand rendez-vous commercial, **il est possible que ses interlocuteurs chinois lui parlent également d'enjeux de sécurité**, compte tenu de la volonté de la Chine de monter en puissance sur ces sujets avec ses partenaires latino-américains, comme en atteste le dernier plan d'action Chine – CELAC<sup>5</sup>. L'action du Brésil au sein des BRICS constitue un autre exemple de cette tension. Bien que Lula souhaite « renforcer » la participation du Brésil dans ce forum, **l'évolution de son sens politique et diplomatique** – beaucoup plus aligné vers les intérêts chinois qu'en 2009, date du premier sommet – **risque de mettre Brasilia en porte à faux** vis-à-vis de ses partenaires des BRICS, dans l'hypothèse où la condamnation de l'invasion russe par le Brésil se multiplie au niveau bilatéral et multilatéral.

## **1.2. Les évolutions en matière de défense du gouvernement Lula 3**

En matière de défense, **les défis du gouvernement Lula 3 seront multiples**. En premier lieu, la question essentielle du **rapport entre pouvoir civil et militaire** sera au cœur des enjeux à suivre, compte tenu du legs délétère du gouvernement Jair Bolsonaro en la matière. Ce dernier a nommé **plus de six mille hauts gradés à des postes dans la haute fonction publique civile**. Parallèlement à cela, plus du tiers des ministres du gouvernement Bolsonaro était composé de militaires, chiffre supérieur à celui qui a prévalu durant la dictature militaire (1964-1985). Enfin, **l'activisme d'une partie de la hiérarchie militaire d'active et à la retraite dans la vie politique et médiatique du Brésil** depuis la destitution de Dilma Rousseff (2016) a nui aux relations de confiance entre les états-majors des forces armées et le nouveau Président du Brésil.

Pourtant, le choix, en tant que **ministre de la Défense**, d'un homme politique conservateur apprécié du haut commandement militaire, **José Mucio Monteiro**, constituait un signal d'apaisement envoyé par le président Lula aux casernes. Si le retour d'un civil à la tête de ce ministère était **censé marquer le retour du contrôle civil sur le corps militaire**, cette nomination traduisait également la **volonté de respecter les usages des forces armées brésiliennes**, notamment en matière de promotion des officiers supérieurs, et plus généralement d'organisation bureaucratique des trois forces. C'est ainsi, qu'avant même l'investiture du président Lula, les nouveaux commandants de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air ont été nommés, conformément aux usages.

### **Rétablir le contrôle civil du ministère de la Défense et des principaux organes de sécurité du gouvernement, une des priorités du gouvernement Lula 3**

**La tentative d'occupation des institutions à Brasilia, le dimanche 8 janvier, a mis à mal cette stratégie de conciliation**. Elle a également mis en lumière la **problématique de la politisation de certains militaires occupant des fonctions stratégiques**, notamment au sein du Cabinet de Sécurité Institutionnelle de la Présidence de la République (GSI), de l'Agence Brésilienne de Renseignement (ABIN) et du commandement militaire de Brasilia ainsi que du Palais Présidentiel. La proposition du commandant de l'armée de terre, Julio Cesar Arruda, et du Ministre Mucio Monteiro, de procéder à une délégation des pouvoirs civils en matière de sécurité publique aux forces armées (« Garantia da Lei e Ordem ») lors des événements du 8 janvier a été très mal perçue par le Président Lula, qui, lui, a préféré dissoudre le commandement des forces locales de sécurité publique, et les remplacer par le secrétaire général du ministère de la justice – c'est-à-dire, confier cette tâche à un civil. **Ainsi, une rupture de confiance s'est installée entre le Président Lula et le commandant de l'armée de terre, aboutissant à sa destitution le 21 janvier**. Dès lors, une vaste réorganisation des forces militaires a été entreprise par le nouveau commandant de l'armée de terre, Tomás Miguel Ribeiro Paiva : **sept des huit commandants militaires du pays ont été mutés à d'autres fonctions**, y compris le commandant militaire du Palais Présidentiel, le général Dutra Menezes. Le cabinet militaire de la présidence de la République (GSI), dont la plupart des fonctionnaires avaient été nommés par Jair Bolsonaro, a perdu la prérogative de la protection rapprochée du chef de l'État, et la plupart de ses cadres ont été limogés par le nouveau gouvernement. En outre, le GSI a perdu la tutelle de l'ABIN, au profit de la Maison Civile de la Présidence, alors que son organigramme va être remanié.

Désormais, **le pouvoir législatif semble vouloir s'emparer de la question militaire, et notamment des relations entre pouvoir civil et pouvoir militaire**. La Cour Suprême procède actuellement à une révision de la

<sup>5</sup> [CHINA - CELAC JOINT ACTION PLAN FOR COOPERATION IN KEY AREAS \(2022-2024\) \(fmprc.gov.cn\)](https://www.fmprc.gov.cn)

jurisprudence concernant **la compétence des tribunaux militaires**, afin que la Cour puisse juger, dans certains cas, des militaires d'active. Cela restreindrait la compétence de la justice militaire.

Par ailleurs, certains parlementaires de la majorité souhaitent **réformer l'article 142 de la Constitution brésilienne**, afin d'explicitier le lien de subordination des forces armées au pouvoir civil, ainsi que **mettre fin à la possibilité pour l'armée de terre d'assurer une mission de garantie de l'ordre public** (« *Garantia da Lei e Ordem* »). Enfin, la question d'une éventuelle **réforme des maquettes pédagogiques des écoles militaires**, qui ne seraient plus l'apanage du ministère de la Défense, mais du ministère de l'Éducation, s'est installée dans les discussions entre membres de la majorité parlementaire.

Cet activisme législatif et judiciaire concernant les prérogatives des forces armées dénote leur **perte d'influence vis-à-vis du pouvoir politique**. Sur le plan de la projection des forces à l'étranger, **il est peu probable que le Brésil ait une implication militaire renouvelée dans des opérations de maintien de la paix**, non seulement en fonction de leur **coût financier**, mais aussi du fait du **manque de conditions politiques** sur le plan intérieur. L'expérience de la MINUSTAH en Haïti est perçue au sein d'une partie de la nouvelle équipe gouvernementale comme ayant constitué un incubateur de l'activisme politique des forces armées, compte tenu de la présence dans cette force onusienne de nombreux généraux ayant adhéré par la suite au Bolsonarisme. Par ailleurs, si **le Brésil de Lula souhaite réinvestir sa relation avec le continent africain**, y compris dans son volet de défense et de sécurité, cette réorientation se fera principalement par le biais de **l'augmentation progressive des attachés de défense près les ambassades du Brésil présentes sur ce continent**. Ainsi, **le ministère des Affaires étrangères compte pouvoir renforcer son droit de regard sur l'action extérieure des forces armées brésiliennes**. Alors que sous le gouvernement Bolsonaro, une réforme des retraites favorable aux forces armées a été mise en place, il est très peu probable que d'autres mesures catégorielles favorables aux armées puissent être votées durant le troisième mandat de Lula. Dans un contexte de diminution de leur pouvoir politique et institutionnel, **les commandants des forces ont désormais pour principal objectif de sanctuariser une partie des programmes stratégiques de la base industrielle et technologique de défense (BITD)** lancés durant les deux premiers mandats de l'actuel Président du Brésil, dans la limite des ressources disponibles.

## 2. L'INDUSTRIE DE DÉFENSE BRÉSILIENNE : BEAUCOUP D'AMBITIONS, PEU DE MARGES DE MANŒUVRE

### 2.1. Poursuite des programmes structurants en matière de BITD

Marquées par une **longue période de sous-investissements**, les Forces armées sont entrées au début de la décennie 2010 dans une phase de **modernisation de leurs équipements** et d'acquisition de nouvelles plateformes de dernière génération. La **Stratégie nationale de défense parue en 2008** (« *Estrategia Nacional de defesa* », END) offre une réelle première structuration de la politique en la matière et conjugue politique d'acquisition avec politique industrielle en matière de défense<sup>6</sup>.

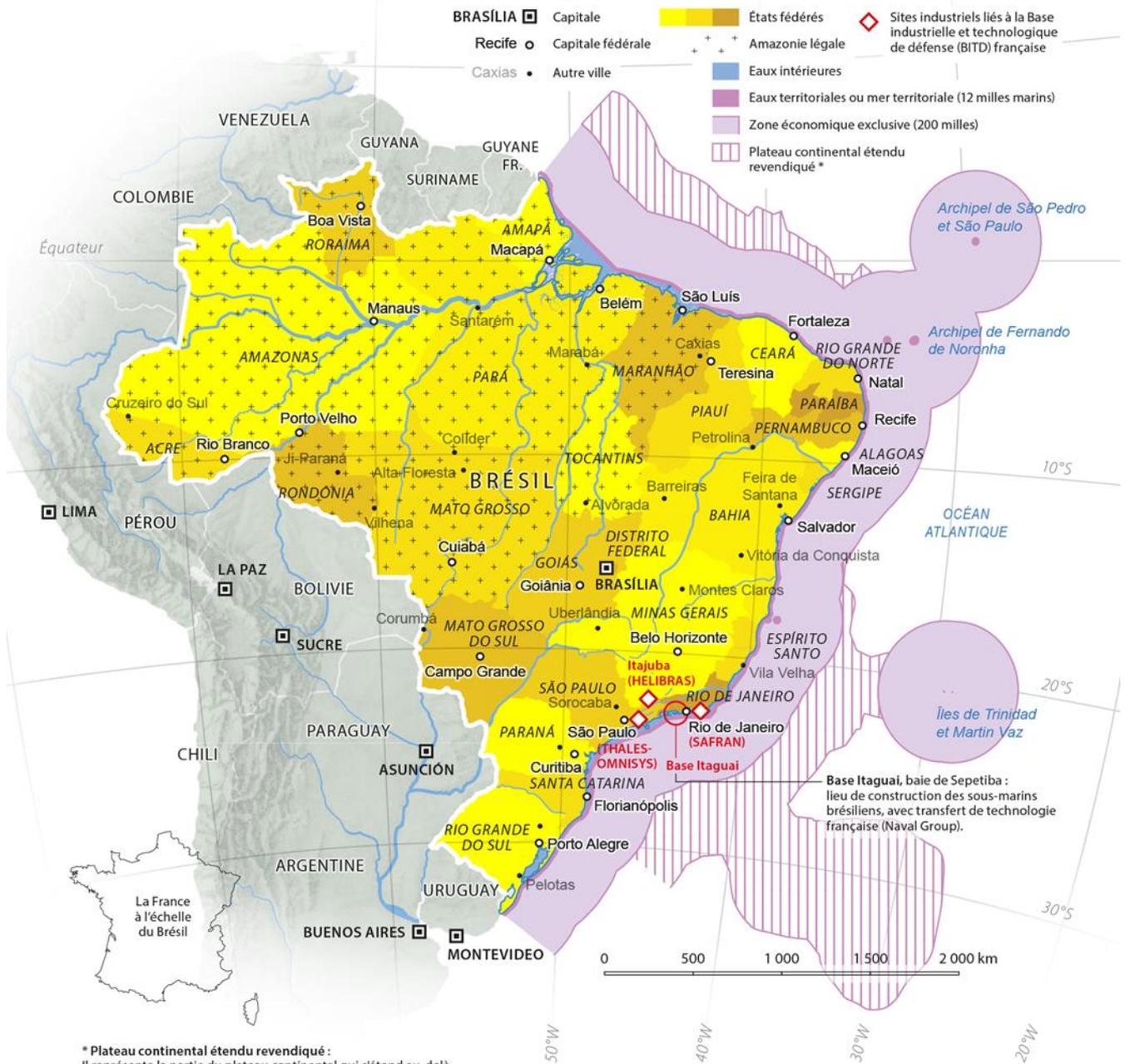
L'objectif de **développement de l'industrie nationale de défense** est clairement affiché, le Brésil se dotant alors d'un **arsenal juridique spécifique** avec par exemple l'apparition des concepts de « **Produits stratégiques de défense** » (PED), « **Entreprises stratégiques de Défense** » (EED) et la révision de sa politique *offset*. La **logique de préférence nationale** est actée et les acquisitions réalisées à l'étranger doivent alors **bénéficier à la montée en puissance de la BITD brésilienne**.

En effet, bien que disposant d'activités industrielles de défense historiques, la BITD brésilienne souffre à l'époque de nombreuses faiblesses et fragilités liées en grande partie à la **discontinuité des crédits accordés à son budget de défense** (cf. graphique), et encore plus spécifiquement à la **part marginale liée aux investissements** (et au soutien). Les dépenses de fonctionnement largement dictées par la **masse salariale** et les **pensions** représentent un fardeau historique pour le budget de la défense brésilien (par exemple ≈80% du budget sur la période 2011-2022).

Les grands programmes d'acquisition lancés **dans les années 1960 jusque dans les années 1985**, sous la période de dictature militaire, ont certes permis le développement de quelques capacités locales (en particulier dans le **domaine aéronautique et missilier** avec la création d'**Embraer** ou **Avibras** par exemple) mais celles-ci n'ont pas été suffisamment consolidées et entretenues pour positionner des acteurs industriels brésiliens comme

<sup>6</sup> Hélène Masson, Eduardo Siqueira Brick et Kévin Martin, « Production d'armement : le Brésil en quête d'autonomie », *Recherches & Documents*, n°02/2015, 2015.

# Les espaces du Brésil en 2023



\* Plateau continental étendu revendiqué : Il représente la partie du plateau continental qui s'étend au-delà de 200 milles marins, telle que soumise par l'État ou recommandée par la Commission des limites du plateau continental de l'ONU (CLPC) ou déposée auprès de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques des Nations unies.

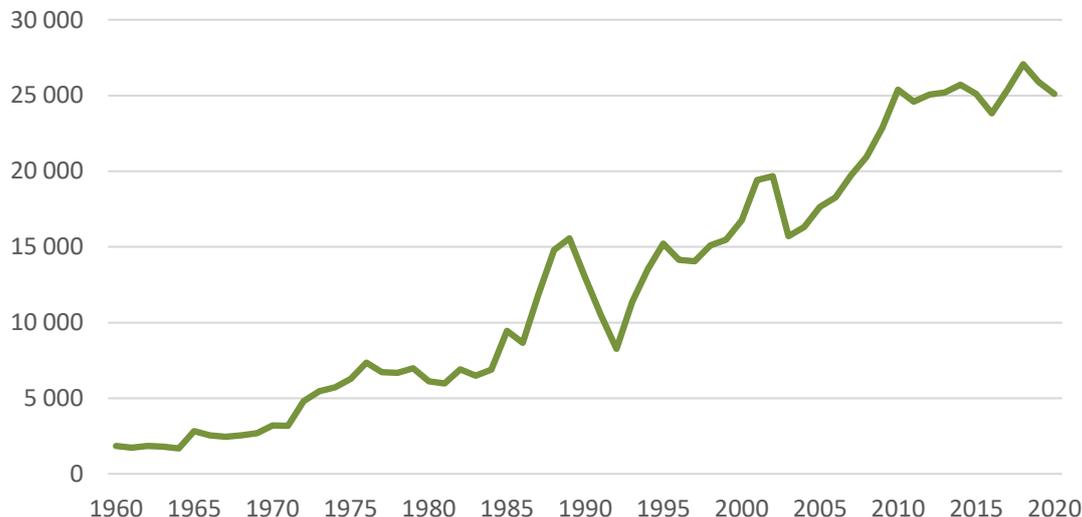
Sources : Natural Earth, [www.naturalearthdata.com](http://www.naturalearthdata.com), Marine Regions, [www.marinerregions.org](http://www.marinerregions.org) et Herwig G. Schutzler (relief). © Atelier de cartographie / Sciences Po, 2023

Superficies comparées (en millions de km<sup>2</sup>) 8,4



seuls maître d'œuvre des nouveaux programmes de défense. Forte de ce retour d'expérience, *l'Estrategia Nacional de defesa* de 2008 met l'accent sur le **développement de capacités technologiques indépendantes** qu'il convient de rechercher, en particulier **dans le cadre d'accords de partenariats avec des entreprises étrangères** ou d'accords bilatéraux en matière de défense.

### DISCONTINUITÉ DES DÉPENSES DE DÉFENSE AU BRÉSIL, PÉRIODE 1960-2020 (exprimé en M\$ constant 2020)



Source : SIPRI

### **Un renouvellement de toutes les composantes, lancé avec des « partenaires stratégiques »**

L'accession en 2011 de **Dilma Rousseff** puis en 2016 de **Michel Temer** à la présidence brésilienne ne remet pas en cause les choix stratégiques entrepris par **Lula** pour moderniser les forces armées. En matière d'équipements à acquérir à horizon 20 ans, *l'Estrategia Nacional de defesa* de 2013 fixait les principaux objectifs suivants en faisant la part belle à la Marine (**sous-marins conventionnels**, et à terme, **sous-marins conventionnels à propulsion nucléaire**, moyens de transport terrestre et aérien, **frégates, patrouilleurs hauturier**) et l'Armée de l'Air (**avions de combat** et leurs armements, **avions de transport**), alors que l'Armée de Terre devait se contenter que de programmes de moindre envergure (**système de surveillance des frontières**, mobilité tactique et stratégique, famille de blindés légers et moyens, systèmes de missiles et défense anti-aérienne, munitions, armement et équipements du combattant).

Ces programmes s'inscrivent alors dans un **contexte d'ambition de réduction des dépendances brésiennes aux acquisitions sur-étagères** réalisés auprès de fournisseurs étrangers. Mais sans possibilités de se passer de l'expertise étrangères, **les relations de partenariat sont privilégiées**. « *Par ce glissement sémantique, d'une politique offsets vers une politique de partenariats, le gouvernement brésilien montre sa volonté d'utiliser les grands programmes d'armement, donc les marchés publics de défense, comme un instrument privilégié de politique industrielle. Ils apparaissent également comme une composante majeure dans le développement des relations de coopération défense/armement* »<sup>7</sup>.

Selon cette logique, **la France – partenaire historique du Brésil dans le domaine de la défense - a signé en 2008 un partenariat stratégique** dans lequel s'inscrit notamment le contrat **PROSUB** réalisé auprès de Naval Group. Celui-ci porte sur la conception et production en transfert de technologies de **quatre sous-marins conventionnels type Scorpène**, l'**assistance à la conception de la partie non nucléaire du premier sous-marin conventionnel brésilien à propulsion nucléaire**, la vente de **torpilles lourdes F21** et l'assistance à la maîtrise d'ouvrage d'un **nouveau chantier de construction navale** et d'une **nouvelle base navale**.

Toutefois, **la France n'est pas le seul partenaire majeur du Brésil en matière d'armement**. Avec son plan de modernisation, le Brésil a poursuivi une **logique de diversification des partenaires**. La **Suède** (et les **États-Unis**) est ainsi devenu le partenaire majeur de l'industrie aéronautique brésilienne suite à la sélection de son offre en décembre 2013 dans le cadre du programme **FX-2**. L'**Italie**, via **Iveco Defense Vehicles**, est quant à elle le

<sup>7</sup> Op. Cit, p.53

partenaire dans le domaine terrestre des **véhicules blindés à roue**, l'entreprise italienne étant le maître d'œuvre sélectionné en 2009 pour le programme **VBTP-BR Guarani**. Sur ce segment, la position italienne s'est renforcée en décembre 2022 suite à l'acquisition de véhicules **Centauro II** (VBC CAV-MSR 8x8). Plus récemment l'**Allemagne** a également renforcé sa position sur le marché de la défense brésilien avec la sélection en 2019 de l'offre de **TKMS** pour le projet de **frégate type Tamandaré**. En 2011, c'est **KMW** qui s'était vu attribué un contrat portant sur l'acquisition-modernisation de **chars Leopard 2A5-BR**.

## PARTENAIRES DES PRINCIPAUX PAYS SUR LA PÉRIODE 2000-2010 ET 2011-2021

(part > 10 % dans le total national des importations d'équipements de défense<sup>8</sup>)

|        | 2000 - 2010  | 2011 - 2021   |
|--------|--|---|
| Brésil | <p><b>France (34 %)</b></p> <p>Allemagne (16 %)</p> <p>États-Unis (14 %)</p> | <p><b>États-Unis (22 %)</b></p> <p>France (15 %)</p> <p>Allemagne (14 %)</p> <p>Royaume-Uni (13 %)</p> <p>Italie (10 %)</p> |

Source : SIPRI

### **La présidence Bolsonaro, une parenthèse américaine ?**

La présidence Bolsonaro a marqué un net **rafraichissement des relations diplomatiques avec certains partenaires de défense**, en particulier la France<sup>9</sup>. **Cette situation a bénéficié aux États-Unis** sous le mandat de Trump. Preuve de ce rapprochement, le Brésil s'est vu désigné **allié majeur non membre de l'OTAN (MNNA)** en 2019 par les États-Unis<sup>10</sup>, permettant notamment de faciliter les transferts de technologie en matière de défense. En 2020, la coopération est renforcée dans le domaine de la R&D de défense avec la **signature d'un accord (Research, Development, Testing and Evaluation Agreement)**. Ce dernier, **le seul du genre entre les États-Unis et un pays sud-américain**, a été ratifié le 12 avril 2022 par le Brésil<sup>11</sup>.

En parallèle, le **rapprochement industriel entre Embraer et Boeing a été annoncé en juillet 2018**<sup>12</sup> avec le projet d'acquisition de la division commerciale brésilienne par l'américain pour un montant total de 4,2 Mds\$. Toutefois, en raison des déboires industriels de Boeing et de la crise covid-19, **le projet est finalement avorté en 2020**<sup>13</sup>. Les tensions entre Boeing et l'industrie aéronautique brésilienne ont alors pris place et se sont ensuite renforcées au cours des dernières années. En décembre 2022, les groupements professionnels ABIMDE (Défense & Sécurité) et AIAB (aérospatiale) ont déposé **une action civile publique (ACP) devant le tribunal fédéral** de Sao José dos Campos en raison du débauchage massif d'ingénieurs brésiliens hautement qualifiés par Boeing dans des secteurs liés à la souveraineté nationale<sup>14</sup>. L'action vise notamment à limiter leur recrutement à hauteur de 0,6% du nombre total d'ingénieurs appartenant à des entreprises brésiliennes.

<sup>8</sup> Pourcentages calculés à partir des données exprimées en TIV. Le TIV (*Trend Indicator Values*) est un indicateur de tendance défini par le SIPRI dans l'objectif d'établir une unité commune pour la mesure de l'évolution dans le temps des flux d'armements. Il ne représente donc pas une valeur réelle des acquisitions d'équipements de défense.

<sup>9</sup> « Lancement du sous-marin brésilien : la France étrangement absente », *La Tribune*, 18 décembre 2018

<sup>10</sup> « Le Brésil obtient le statut d'allié militaire « majeur » des États-Unis », *Opex360*, 1<sup>er</sup> août 2019.

<sup>11</sup> « U.S.-Brazil High Level Dialogue 2022: National & Regional Security », *US Embassy and consulates in Brazil* 25 avril 2022. [Lien](#) consulté le 7 février.

<sup>12</sup> Des premiers accords de coopération ont été noués dès 2012 entre les deux entreprises. L'accord de 2018 prévoit également la commercialisation par Boeing du C-390 Millennium sur les marchés export.

<sup>13</sup> « Boeing abandonne son mariage avec Embraer au grand désespoir du groupe brésilien », *Reuters*, 27 avril 2020

<sup>14</sup> « Entidades de classe do setor de Defesa e Segurança entram na Justiça contra a Boeing para proteger a soberania nacional », [Communiqué de presse](#) Associação das Indústrias Aeroespaciais do Brasil (AIAB) et « Assembleia da ABIMDE referenda Ação Civil Pública contra Boeing », [Communiqué de presse](#), ABIMDE, 19 décembre 2022.

## **Renforcement de la base industrielle de défense brésilienne : le poids des IDE et le rôle des offsets obtenus avec ce plan de modernisation**

La nouvelle politique industrielle annoncée concomitamment au lancement du programme de modernisation des forces armées a permis de **redynamiser la BITD brésilienne**, composée d'**environ 150 entreprises**. Contrairement aux autres pays de la région, **les industries de défense brésiennes se caractérisent par leur actionnariat privé**. **Embraer** se trouve être position de leader national. Seule entreprise de défense cotée en bourse dans la région, ses activités défense ont représenté un montant total de 594 M\$ en 2021, largement dominé par les programmes C-390 et A-29 Super Tucano (77% des activités défense<sup>15</sup>). Elle est également présente dans les activités terrestres et électroniques (radar, C4I, C2, capteurs ; activités assurées en partie par sa filiale Atech), spatiales (filiale Visiona Space Technology) et en 2020 a étendu son offre aux **activités de cybersécurité** suite à l'acquisition de l'entreprise Tempest<sup>16</sup>.

À l'exception d'Embraer, relevons que parmi **les principales entreprises de la BITD brésiennes sont détenues en partie ou en totalité par des acteurs étrangers**. Parmi elles:

- **Itaguaí Construções Navais** : Créé en 2009, le chantier naval est en charge de la production des sous-marins brésiliens. Détenue par le chantier naval Novonor (ex-Odebrecht) à hauteur de 59% et Naval Group (41%)
- **Aguas Azuis** : consortium créé entre TKMS, Embraer Defense & Security et Atech (filiale d'Embraer) dans le cadre du programme des frégates type Tamandaré. La construction est réalisée sur le chantier naval brésilien Oceana (basé à Itajai) qui avait fait l'objet en 2020 d'un rachat par TKMS<sup>17</sup>.
- **Akaer** : en charge notamment de la production des avions de combat brésiliens F-39 Gripen. Après des premiers investissements en 2008, le groupe suédois Saab est actuellement présent à hauteur de 42,2% dans le capital de l'entreprise<sup>18</sup>.
- **Helibras** : filiale région d'Airbus Helicopters, le groupe européen a racheté en janvier 2023 l'intégralité des parts de l'entreprise<sup>19</sup>
- **Iveco veiculos de Defesa** : maître d'œuvre du programme VBTP-BR Guarani depuis 2009. Cette filiale à 100% du groupe italien a été inaugurée en 2011 à Sete Lagoas (MN). Les activités du site vont être renforcées suite à la sélection de l'offre Iveco-Leonardo (consortium CIO) pour la fourniture de véhicules Centauro II (dont 30% des composants sont partagés avec le Guarani<sup>20</sup>)
- **Ares Aeroespacial e defesa** : l'entreprise est une filiale à 100% de l'israélien Elbit Systems depuis 2010/21. Elle est en charge notamment de la production des tourelleaux télé-opérés qui équipent une des versions des véhicules blindés Guarani.
- **KMW do Brasil** : ouverture d'une filiale à Santa Maria dont les activités sont concentrées autour de la modernisation des chars Leopard et le MCO des véhicules.

Si la révision de la politique industrielle met l'accent sur le développement de capacités technologiques indépendantes qu'il convient de rechercher auprès des partenaires étrangers dans le cadre des offsets, il est encore difficile de voir les externalités positives des grands programmes stratégiques pour l'économie brésilienne. Les offsets négociés semblent, pour l'instant, se cantonner au seul programme (Guarani par exemple) et les réflexions sur la consolidation des transferts de technologie ne s'inscrivent pas dans une démarche d'ensemble (logique d'offset au coup par coup). Plus généralement, la politique industrielle initiée en 2008 par Lula paraît ambitieuse et surestimer la capacité des acteurs de l'écosystème brésilienne à « digérer » les offsets négociés dans le cadre de ces grands programmes stratégiques.

<sup>15</sup> Présentation aux investisseurs, [Embraer](#), 2022

<sup>16</sup> Le groupe aéronautique détenait dès 2016 une participation indirecte de Tempest.

<sup>17</sup> « TKMS signs contract to acquire the Oceana shipyard in Brazil », *Naval News*, 20 mai 2020.

<sup>18</sup> Saab, [Rapport annuel](#), 2022

<sup>19</sup> « Airbus Helicopters adquire el 100% de la brasileña Helibras », *Infodefensa*, 26 janvier 2023

<sup>20</sup> « Victoire italienne au Brésil », *Blablachars*, 25 novembre 2022.

<sup>21</sup> « Elbit Systems Acquires Brazilian Companies », *PR Newswire*, 30 décembre 2010

## 2.2. Un plan de modernisation qui suit son cours malgré de multiples retards

### Budget 2023 : 7% dévolus au financement des programmes stratégiques

Le budget défense fait face à **trois problématiques majeures** : 1) **le poids des dépenses de personnel** qui atteint près de 77% du budget voté<sup>22</sup> ; 2) **l'inflation** : si en valeur nominale le budget augmente de près de 4,4% en 2023, il connaît en réalité une baisse de presque 7% en valeur réelle<sup>23</sup> ; 3) malgré la mise en place de programmes stratégiques de défense qui permettent de prioriser les investissements, **les acquisitions de défense ne s'inscrivent pas dans un cadre de financement pluriannuel** et donc sont très fortement soumis aux aléas politiques et économiques. En outre, en 2016, la **mise en place d'un plafond des dépenses publiques sur vingt ans** (pas de croissance au-delà de l'inflation annuelle)<sup>24</sup> est venue très fortement limiter les marges de manœuvre budgétaires.

Même si le **recours à des fonds spéciaux** ou des mécanismes de financement extraordinaires (par exemple pour le programme Tamandaré<sup>25</sup>) permet de réaliser des acquisitions significatives, **la part liée aux investissements s'avère donc faible**, comme les années précédentes, et surtout doit permettre de **poursuivre le financement des acquisitions prévues de longue date** tels que les avions de combat **Gripen**, les avions de transport **KC-390**, le développement du **sous-marin conventionnel brésilien à propulsion nucléaire (SCPN)**, les véhicules blindés **Centauro**, etc.

### PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS DE DÉFENSE BUDGÉTÉS EN 2023

(projet de loi des finances – budget de la défense)

| Programmes stratégiques                                | M€ <sup>26</sup> | M R\$    |
|--|------------------|----------|
| frégates type Tamandaré                                | 490,83           | 2 981,70 |
| Acquisition F-39 Gripen                                | 219,35           | 1 332,50 |
| Véhicules blindés Guarani                              | 132,42           | 804,40   |
| Sous-marin conventionnel                               | 113,72           | 690,80   |
| Exploitation du système de contrôle de l'espace aérien | 87,16            | 529,50   |
| KC-390 Millenium                                       | 52,31            | 317,80   |
| Chantier naval et base navale                          | 51,85            | 315,00   |
| Développement de la technologie nucléaire de la Marine | 47,95            | 291,30   |
| Implantation de Sisfron                                | 47,36            | 287,70   |
| Modernisation des équipements de la Marine             | 46,37            | 281,70   |
| Sous-marin nucléaire                                   | 40,96            | 248,80   |
| Hélicoptères   | 38,90            | 236,30   |

Source : rapporteur sectoriel de la Défense, Chambre des députés

### Les priorités des forces armées : peu de surprise et priorité donnée à la poursuite-finalisation des programmes stratégiques de défense, en particulier pour la Marine

Lors d'une rencontre le 20 janvier 2023, **les forces armées ont rappelé les programmes prioritaires et capacitaires au Président Lula**<sup>27</sup> : pour la marine, PROSUB, SCPN et les Frégates type Tamandaré ; pour l'armée de terre, les véhicules blindés Guarani, le Sisfron et le système de lance-roquettes multiples Astros-2020 ; pour l'armée de l'air, l'avion de combat F-29 Gripen, l'avion de transport multi-mission C-390 Millenium et l'avion de transport léger C-408.

Ces derniers **concernent presque exclusivement des programmes lancés** (et actés) **depuis près d'une décennie**. Or, ces dernières années, les programmes stratégiques ont rencontré diverses fortunes en fonction des budgets disponibles, mais globalement ont fini par **cumuler un retard** qu'il devient de plus en plus difficile de combler dans un **contexte budgétaire toujours aussi incertain et contraint**. Par exemple, en raison de

<sup>22</sup> « Com R\$ 8,66 bilhões para investir em 2023, orçamento da Defesa vira aposta para pacificação », *O Globo*, 25 janvier 2023.

<sup>23</sup> « Orçamento para a Defesa do Brasil em 2023 prioriza a construção naval », *Infodefensa*, 4 janvier 2023.

<sup>24</sup> « Agência Brasil explica: o que é teto de gastos », *Agência Brasil*, 5 décembre 2022.

<sup>25</sup> Cf. « Brazil's oil revenue is set to fuel multibillion-dollar warship program », *Defense News*, 21 décembre 2018.

<sup>26</sup> Conversion réalisé à partir du taux annuel moyen 2022 real brésilien / euro.

<sup>27</sup> « Defesa apresenta projetos estratégicos das Forças Armadas ao presidente Lula », [Communiqué de presse](#) Ministère brésilien de la Défense, 20 janvier 2023.

problèmes économiques (et en particulier de la récession 2015-2016), **le programme de sous-marin conventionnel à propulsion nucléaire a pris six ans de retard sur les prévisions initiales**. Les gouvernements brésiliens successifs ont également acté au cours de cette période des réductions des cibles d'acquisition du programme KC-390 millenium pour passer à 19 unités (contre 28 initialement puis 22 renégociés)<sup>28</sup>. **Rappeler au Président l'importance prioritaire de ces programmes démontre ainsi que leur financement n'est pas acquis.**

### LE RETOUR DES AMBITIONS EN MATIÈRE D'EXPORTATION D'ARMEMENTS

Les ambitions brésiliennes en matière d'exportation d'armement sont relativement anciennes, remontant aux années 1980. Toutefois, celles-ci ont été réaffirmées ces dernières années en parallèle de l'avancement du plan de modernisation des forces armées. Signe de ce retour sur le marché international de l'armement, le Brésil a révisé en 2018 sa politique d'exportation de défense<sup>29</sup>. Ainsi, entre 2011 et 2020, le montant de ses exportations de défense serait passé d'un total de 656,7 M\$ à 1,7 Md\$.



Source : SEPROD/Ministère brésilien de la défense<sup>30</sup>

Toutefois, si les ambitions sont fortes, les prospects export sont essentiellement concentrés autour de quelques programmes emblématiques avec l'avion de transport C-390 Millenium (Hongrie, Portugal, Pays-Bas) et l'avion d'attaque léger au sol Super Tucano (marchés US, Afrique, Portugal) et de production d'armes et de munitions de petit calibre. Plus récemment, relevons que le Brésil est entré sur le marché international des véhicules blindés 6x6 avec son offre Guarani. Ce dernier a par exemple été sélectionné en janvier 2023 par l'Argentine<sup>31</sup>.

Notons parmi ces programmes emblématiques le poids des fournisseurs étrangers (européens, américains et israéliens) en particulier pour le C-390. Enfin, rappelons dans le cas du Guarani que le maître d'œuvre du programme est une filiale d'un groupe italien. Or, la présence et le poids des fournisseurs étrangers au sein de ces programmes emblématiques constituent un frein dans la mise en œuvre de la politique export brésilienne. En effet, même si la propriété intellectuelle des programmes peut appartenir aux Armées, le risque de dépendre des règles de ré-export des États étrangers est très important. C'est par exemple le cas du Guarani qui intègre notamment des composants et sous-systèmes allemands. Ainsi, en février 2023, le gouvernement allemand a bloqué l'exportation de 28 véhicules Guarani aux Philippines, une mesure qui apparaît être prise en rétorsion à la décision brésilienne de ne pas livrer de munitions à l'Ukraine<sup>32</sup>.

<sup>28</sup> « Brazil further cuts KC-390 order », *Jane's*, 24 octobre 2022.

<sup>29</sup> Política Nacional de Exportação e Importação de Produtos de Defesa [D9607 \(planalto.gov.br\)](https://www.planalto.gov.br)

<sup>30</sup> « The Defense industry reaches US\$1.5 billion in sales through November », *Communiqué de presse Gouvernement brésilien*, 18 décembre 2021. Et « Exportações de produtos de defesa crescem sob Bolsonaro », *Poder 360*, 10 décembre 2022.

<sup>31</sup> « Argentina negotiates large order of Brazilian Guarani armored vehicles », *Défense News*, 1er février 2023.

<sup>32</sup> « Germany Vetoes Guarani Armored Vehicle Export to the Philippines », *Defense-Aerospace*, 24 février 2023.

La marine bénéficie actuellement des principaux investissements avec un renouvellement de ses composantes majeures tels que les sous-marins conventionnels (mise en service en septembre 2022 du premier sous-marin Riachuelo et essais en mer débutés en novembre 2022 pour l'Humaitá) ou bien le lancement de la production des frégates Tamandaré (espéré pour le dernier trimestre 2022). Mais, **le programme qui attire l'attention reste le développement du sous-marin conventionnellement armé à propulsion nucléaire**. Des avancées majeures ont eu lieu en 2021 avec la signature d'un contrat entre le Centre technologique de la Marine à Sao Paulo (CTMSP) et l'INB (Industrias Nucleares do Brasil) portant sur la fabrication de pastilles de dioxyde d'uranium (UO<sub>2</sub>) comme combustible du Laboratoire de génération d'énergie nucléaire (LABGENE).

### **2.3. Ambitions capacitaires : de nombreux intérêts qui restent à confirmer et financer**

Engagées dans une modernisation majeure, **les forces armées brésiliennes affichent des ambitions capacitaires très importantes**. Toutefois le contexte économique-social – et le nombre de projets déjà en cours de réalisation - laisse planer **beaucoup d'incertitudes sur la réalisation de nouveaux programmes d'acquisitions à court terme**.

Par ailleurs, il convient de rappeler que **le spatial et la cyberdéfense font partie des deux grandes priorités stratégiques affichées par les Armées et ce malgré l'absence de budgets significatifs votés en la matière**. Sur ces deux sujets, des partenaires stratégiques pourraient être choisis, sur le modèle des autres secteurs (naval sous-marin, aviation de combat, etc.). Toutefois, **pour le spatial, des premières coopérations majeures ont déjà eu lieu avec la France** (satellite SGDC-1), **la Chine** (CBERS) et plus récemment avec les **États-Unis** (centre de lancement Alcantara).

Outre ces programmes stratégiques, **de nombreux besoins capacitaires sont exprimés par les Armées**, que ce soit dans le **domaine des obusiers automoteurs à roue, des hélicoptères moyens polyvalents**, ou bien encore des **équipements liés à la protection des infrastructures critiques, de la modernisation des bâtiments de la Marine**, etc.

Dans ce contexte, **la publication d'une nouvelle stratégie de défense s'avère un point d'étape nécessaire pour le nouveau gouvernement Lula** afin de mettre à jour les priorités des Armées et de faire face aux réalités budgétaires auxquelles le pays est confronté. En effet, **si les ambitions du Brésil en matière d'acquisition, de production et d'exportation d'armements sont aujourd'hui encore très fortes, les incertitudes qui l'entourent sont d'autant plus élevées**.

## **3. RENDRE LA COOPÉRATION MILITAIRE PLUS DENSE, NOTAMMENT SUR LE PLAN DE LA SÉCURITÉ ENVIRONNEMENTALE ET MARITIME**

### **3.1. Analyse de la politique environnementale brésilienne à travers du prisme de la défense**

**Les questions environnementales occupent une place singulière dans les politiques étrangères et de défense au Brésil**. La présence de près de **60% de l'Amazonie dans ce pays**, ainsi que l'existence de vastes **ressources minières, énergétiques et agricoles** dans cet espace aux **enjeux frontaliers multiples**, fait de ce sujet une des priorités en matière de défense de la souveraineté. Ainsi, **les forces armées brésiliennes ont fait de la question amazonienne une de leurs priorités**, notamment vis-à-vis des **tentatives d'internationalisation de la gestion de l'Amazonie** aux dépens du Brésil.

De manière plus générale, les questions climatiques et environnementales sont montées progressivement en puissance dans la politique étrangère brésilienne. **Face à l'augmentation de l'activisme international autour de ces questions**, et compte tenu de l'exposition du Brésil aux problématiques environnementales, **les autorités politiques ont décidé d'investir cette thématique**, notamment dans une **approche multilatérale**. Ainsi, au lieu d'être montré du doigt en tant que « mauvais élève » sur ces enjeux, **le Brésil voulait impulser des régulations et normes internationales**, lui permettant de mettre en avant son propre agenda. C'est donc par ce biais qu'au début des années 1990, les diplomates de l'Itamaraty ont mis sur pied une **stratégie environnementale**, dont la première traduction concrète fut le **Sommet de Rio**, en 1992, qui déboucha sur la **signature de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques**, en charge de l'organisation et du suivi des COP. Grâce à cet acquis, Brasilia s'était imposée comme l'un des acteurs-clés des négociations climatiques internationales, y compris lors de la COP-21 qui a débouché sur les Accords de Paris.

Néanmoins, cette politique a été volontairement sabotée par le gouvernement de Jair Bolsonaro. Sur le plan de la politique intérieure, le soutien des milieux d'affaires liées à l'agrobusiness et au secteur agro-exportateur à l'ancien président d'extrême droite s'est traduit par une **politique de réduction des prérogatives des agences en charge de la préservation de l'environnement et de soutien à la déforestation**. En 2020, par le biais d'un décret<sup>33</sup>, Bolsonaro a placé **sous la tutelle du ministre de la Défense l'action des agences en charge de la lutte contre la déforestation en Amazonie** (notamment l'IBAMA et l'ICMbio). Bien que cette mesure ait été temporaire, elle fut le **prélude d'un remaniement d'ampleur au sein de ces agences** (plusieurs officiers d'active ou à la retraite furent nommés à des postes de responsabilité). Ainsi, **les forces armées ont été associées aux opérations d'exploitation légale et illégale des matières premières présentes en Amazonie**, contribuant à fragiliser encore davantage l'institution militaire auprès des nouvelles autorités politiques.

### LE BRÉSIL, FUTUR DÉTENTEUR DE LA TECHNOLOGIE DES CHAUFFERIES NUCLÉAIRES DE PROPULSION ?

Tout en faisant partie du TNP (sans toutefois avoir signé son protocole additionnel), signataire du traité de Tlatelolco ou engagé dans un accord bilatéral avec l'Argentine sur l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, la maîtrise des technologies liées au nucléaire demeure une priorité stratégique du Brésil<sup>34</sup>. L'objectif est d'assurer la diversité énergétique (centrales Angra 1 et 2 mises en service respectivement en 1985 et 2001 et chantier Angra 3<sup>35</sup>) et la poursuite du programme de sous-marin à propulsion nucléaire (maîtrise du cycle du combustible nucléaire, et technologies des réacteurs nucléaires).

L'ambition du Brésil de développer des capacités industrielles et technologiques dans le domaine de sous-marins à propulsion nucléaire remonte à la fin des années 1970 avec le programme Nuclear da Marinha do Brasil. Dans cette optique, en 1988, une usine d'enrichissement d'uranium et de production de combustibles a été édifiée à Ipero et les premières études relatives au réacteur commandées au Centre technologique de la Marine à Sao Paulo (CTMSP). Le Brésil maîtrise ainsi la technologie de production de pastille d'uranium depuis 1997 mais le CTMSP maintenait le projet en attente faute de financements.

Relancé en 2007 par le président Lula, et érigé comme l'un des trois secteurs stratégiques (avec le spatial et la cyberdéfense), le programme Nuclear da Marinha do Brasil (PNM) comprend trois volets : Cycle du combustible, LABGENE, et Infrastructures. Ce programme mené par le CTMSP concerne la propulsion de sous-marins et la génération d'énergie. La production d'uranium enrichi fait également partie du projet.

À travers ce programme, le Brésil montre son ambition de faire partie du petit cercle d'États qui maîtrisent l'ensemble du cycle d'enrichissement de l'uranium<sup>36</sup>. Le CTMSP via le LABGENE (situé au centre expérimental d'Aramar)<sup>37</sup>, est le principal acteur national engagé dans le développement de la chaufferie nucléaire, aux côtés de Nuclep (composants et structures de confinement et cuves) et INB (production d'uranium)<sup>38</sup>. *A priori*, le Brésil ne fait pas appel à une expertise étrangère pour ce développement d'un réacteur à eau pressurisée (REP). L'année en cours (2023) semble être une étape importante dans le développement du prototype au sol de la chaufferie nucléaire avec la livraison d'ici fin avril de la cuve du réacteur (Bloc 40) par Nuclep<sup>39</sup>. Ce développement apparaît d'autant plus stratégique pour le Brésil que les retombées technologiques et scientifiques sont considérées comme importantes, bénéficiant y compris au secteur civil (dualité). Il est d'ailleurs à noter que le Brésil a relancé en novembre 2022, les travaux liés au programme de réacteur nucléaire civil Angra 3<sup>40</sup>.

<sup>33</sup> Il s'agit du décret 10.341 du 6 mai 2020: [DECRETO Nº 10.341, DE 6 DE MAIO DE 2020 - DECRETO Nº 10.341, DE 6 DE MAIO DE 2020 - DOU - Imprensa Nacional \(in.gov.br\)](#)

<sup>34</sup> Toghzan Kassenova, *Brazil's nuclear Kaleidoscope, An evolving identity*, Carnegie Endowment for International Peace, 2014.

<sup>35</sup> Chantier lancé en 1985 et stoppé en 2015 suite à une série de scandale de corruption puis repris en novembre 2022. « Brésil : soupçons de corruption au sein de la compagnie publique d'électricité », *Le Monde*, 29 juillet 2015 et « Reinício da concretagem marca retomada das obras de Angra 3 », *Communiqué de presse Electronuclear*, 11 novembre 2022.

<sup>36</sup> « O Brasil e a Energia Nuclear », *Defesa Em Foco*, 3 janvier 2023.

<sup>37</sup> Présentation du [LABGENE](#)

<sup>38</sup> « LABGENE: mais equipamentos da NUCLEP para o protótipo da propulsão do submarino nuclear », *Poder Naval*, 4 juillet 2022.

<sup>39</sup> « Presidente da nuclep revela avanços recentes da empresa rumo à construção do submarino nuclear brasileiro », *Petro Noticias*, 23 janvier 2023.

<sup>40</sup> « Work resumes at Angra 3 after seven years », *World nuclear news*, 14 novembre 2022.

### 3.2. Comment susciter l'intérêt des autorités brésiliennes en matière de coopération de défense dans l'Atlantique Sud (lutte contre le crime organisé, pillage halieutique, narcotrafic, etc.) ?

Aujourd'hui, la **lutte contre la déforestation** et la **restauration de la diplomatie environnementale** font partie des priorités du gouvernement Lula 3. Afin de **réinsérer le Brésil dans le grand jeu diplomatique international**, Lula envisage de **transformer l'Amazonie et sa protection en instruments géopolitiques**. Cela passe notamment par la **mise en œuvre de mécanismes de coopération régionale**, où la France pourrait jouer un rôle significatif, compte tenu des enjeux liés à sa frontière terrestre avec le Brésil, ainsi qu'à la nature du dialogue bilatéral en matière de défense. Le gouvernement brésilien, conjointement avec d'autres pays de la région, tels que la **Colombie**, souhaitent **relancer l'Organisation du Traité de Coopération Amazonienne (OTCA)**, créée en **1978**, pour coordonner les politiques environnementales, économiques et diplomatiques au sujet de l'Amazonie, et multilatéraliser ces initiatives. **Le Président Emmanuel Macron devrait participer au sommet de relance de l'OTCA**, qui devrait avoir lieu avant la fin du premier semestre 2023.

La volonté politique d'inclure la France dans cette **démarche ouvre des possibilités en matière de coopération militaire et de défense**. En effet, Paris pourrait utiliser cet agenda environnemental comme porte d'entrée pour lancer d'autres coopérations bilatérales et multilatérales en matière de défense avec les forces armées brésiliennes. Alors que ces dernières font face à une perte d'influence sur de la politique intérieure – notamment en fonction de leur association aux politiques anti-environnementales menées par le gouvernement Bolsonaro -, **la France pourrait suggérer de renforcer les échanges en matière de lutte contre l'orpillage et le trafic international de métaux précieux, ainsi que de bois, dans le sillage des décisions prises lors du sommet de l'Amazonie**. La création par l'armée de terre de programmes de coopération en matière environnementale, y compris avec des partenaires internationaux, pourrait être interprété comme un signal d'engagement des forces armées dans la politique menée par le nouveau gouvernement. À ce titre, **l'inclusion des « questions climatiques » dans la liste des nouvelles priorités de l'armée de terre, constitue un premier signal positif<sup>41</sup>**.

Afin de lever des résistances éventuelles liées à une **participation européenne** dans des thématiques jugées « stratégiques » par le gouvernement brésilien, il pourrait être proposé aux autorités brésiliennes de coopérer davantage dans un format multilatéral, notamment **avec d'autres pays latino-américains**. En ce qui concerne les questions de **lutte contre la pêche illégale** et le **pillage halieutique**, cela pourrait se réaliser de concert **avec les autorités argentines**. Ce faisant, la France mettrait en valeur le concept « d'Atlantique sud », régulièrement mis en avant par les autorités brésiliennes. Par la suite, d'autres formats de coopération, notamment dans la **lutte contre le commerce illégal à destination de l'Afrique et de l'Europe** (crime organisé transnational et narcotrafic en particulier), pourrait être encouragés, y compris avec les **États-Unis** et **certains pays africains**.

<sup>41</sup> <https://oglobo.globo.com/blogs/malu-gaspar/post/2023/02/comandante-do-exercito-defende-forca-apolitica-e-apartidaria.ghtml>